

Société

Un innocent à qui la justice a tout pris

Ecroué pour rien, Ibrahim a perdu son travail, ses affaires. Aujourd'hui, il risque l'expulsion.

Par Dominique SIMONNOT
vendredi 31 mars 2006

Ce vendredi 16 mai 2003, Ibrahim S., sirote un café en sortant du travail, dans un des riants bars de la station RER Châtelet-les Halles, juste avant de regagner le foyer où il vit. Ce même jour, des policiers arrivent au terme de leur enquête sur une bande spécialisée dans le recel de portables et autres objets volés. Les bandits qu'ils recherchent, justement, sont dans ce bar du RER. Coup de filet. Double malchance pour Ibrahim, presque tous sont noirs, comme lui. Il est interpellé avec 17 autres personnes. Sur Ibrahim, 31 ans, sierra-léonais, on trouve son récépissé de demandeur d'asile, environ 200 euros, ses économies qu'il garde sur lui par précaution, un portable avec puce. Il se dit innocent. Il est mis en examen pour avoir *«sciemment recelé des téléphones cellulaires, dont un Nokia et une carte sim, objets qu'il savait venir d'un délit commis au préjudice de personnes non identifiées»*. Comme les autres, il est incarcéré. Il se souvient : *«Le juge m'a dit "on va te mettre en prison", j'ai pensé, bon, ils vont faire une enquête, ils vont bien voir que je suis innocent.»* Il voit son juge d'instruction trois fois. *«Il me disait "tu retournes en prison".»* Sur les ordonnances qui prolongent la détention, le juge des libertés et de la détention note *«ses activités délictueuses habituelles et organisées sont de nature à augmenter le sentiment d'insécurité de la population»*.

«On va se battre.» Onze mois et 25 jours de prison passent. On arrive à l'extrême limite de la détention provisoire prévue par la loi et le 11 mai 2004, toute la bande est remise en liberté, y compris Ibrahim. Qui n'a plus rien. Au foyer, toutes ses affaires personnelles ont été éparpillées et perdues. Il n'a même jamais reçu les convocations de l'Ofpra et de la Commission de recours des réfugiés qui auraient dû statuer sur sa demande d'asile. Commis d'office, son avocat, Sébastien Rideau-Valentini, se plonge dans le dossier : *«J'étais sûr à 100 % de son innocence, rapporte-t-il, le dossier montrait qu'il n'avait rien à voir avec un trafic ! Je lui disais, on va se battre, on va le prouver !»* Fataliste, Ibrahim répondait : *«Maître, ce n'est pas grave, j'ai déjà fait la prison, de toute façon, ils ne me croient pas...»* Ibrahim est aussi très poli : *«J'étais à la prison de la Santé, on était trois dans la cellule, ça s'est bien passé.»*

Pays en guerre. Au procès, le 19 janvier 2004, les juges de la 14e chambre correctionnelle de Paris réalisent qu'Ibrahim ne connaît pas les autres, qu'ils ne le connaissent pas, que le portable, la puce et les 200 euros lui appartiennent. Comme il le dit depuis le début. Il est relaxé, le seul dans le dossier. Me Sébastien Rideau-Valentini lui explique alors : *«La justice française a une dette envers toi, tu peux demander réparation»*, mais Ibrahim refuse : *«Je ne voulais pas trop demander d'argent, se souvient-il aujourd'hui, je me disais c'est une épreuve, je l'ai vécue, elle est passée.»* Les semaines passent et l'avocat s'affole un peu : *«On a six mois après la relaxe pour demander réparation, il ne me répondait pas. A la fin, je lui ai envoyé un courrier recommandé "il me faut des instructions soit pour agir, soit pour renoncer".»* Ibrahim finit par donner son accord. Commence la procédure. Le 9 juin 2005, la requête est adressée au premier président de la cour d'appel, l'avocat y résume la vie d'Ibrahim, la fuite de son pays en guerre, la demande d'asile, le foyer d'Aubervilliers, le travail, les salaires qu'il déclare scrupuleusement au Trésor public, la longue détention provisoire, sans aucune visite de quiconque à l'exception de l'avocat, Ibrahim étant totalement isolé en France. Et enfin la relaxe.

L'avocat énumère aussi les conséquences de l'affaire : la détention a mis fin à la demande d'asile, Ibrahim est en situation irrégulière, dans l'impossibilité de travailler légalement. Pour son client, il réclame 35 000 euros. Et il attend. Rien ne vient, pas de date d'audience. Au bout de six mois, il écrit au premier président pour lui signaler cette attente. Pas de réponse. *«Au greffe, on me disait que le dossier était en cours.»* Toujours rien. En décembre, il se décide à réclamer en référé (procédure d'urgence) une provision de 17 500 euros. Les juges l'envoient bouler. Nouvelle requête en référé le 6 mars, avec une audience fixée au 6 mai. *«En référé, c'est-à-dire en urgence ! s'exaspère-t-il, soit près d'un an après la première requête ! Pour un innocent qui, à cause de la justice, risque de se retrouver dans l'avion pour la Sierra Leone du jour au lendemain !»* A la cour d'appel, on explique *«c'est long parce qu'il y a beaucoup de demandes, d'autres contentieux sont très longs aussi»*. N'y a-t-il pas urgence à réparer une erreur de la justice ? *«Il n'y a pas d'erreur puisque ce monsieur a finalement été relaxé !»* Juridiquement vrai, c'est le principal, non ?